

Le vieillissement de la population au Japon, un cauchemar démographique

■ Philippe GAROFLID, conseiller financier, Meylan Finance Sàrl, Lausanne

«Au Japon, il y a trois fois plus de Pampers vendus aux personnes âgées qu'aux bébés»... Alors que cette statistique est l'une des anecdotes les plus intrigantes sur les conséquences du vieillissement de la population, le gouvernement nippon est confronté à de sérieuses inquiétudes sur la solvabilité de son régime de retraite et la perte de recettes fiscales due à la réduction de la main-d'œuvre. Cependant, la société japonaise s'adapte à cette nouvelle réalité qui pourrait bientôt apparaître dans de nombreux pays occidentaux.

Koreikashakai, la traduction pour «population vieillissante», est un phénomène sociétal et une crise fortement observée et ressentie au Japon puisque le pays compte la plus forte proportion de personnes âgées au monde: en 2014, un tiers de la population avait plus de 60 ans. Cette transformation de démographie a débuté en 1979 lorsque le taux de fécondité du pays est tombé sous le seuil de remplacement de 2,1 enfants par femme, et il a continué de baisser jusqu'à 1,41 en 2017. Quant à l'espérance de vie d'un citoyen japonais moyen, 85 ans, c'est la plus élevée au monde et par conséquent un facteur important du vieillissement de la population.

Déséquilibre immigration – émigration

Le pays perd également une partie de ses effectifs en raison du déséquilibre entre l'émigration qui est plus élevée que l'immigration. L'insécurité économique joue un rôle important en raison du manque d'emplois réguliers: environ 40% de la population active est non régulière, et ce type d'employés gagnent en moyenne 53% de moins que les employés réguliers. De plus, la culture d'entreprise au Japon est connue pour être intense et il y a de nombreux cas de personnes qui travaillent jusqu'à leur mort par épuisement. Pour ces raisons, les étrangers ne trouvent pas les opportunités attrayantes et de nombreux japonais partent dans l'espoir d'obtenir une meilleure qualité de vie ailleurs. Le pays est aussi histori-

quement opposé à l'immigration et les lois rendent l'obtention de la citoyenneté difficile: seulement 2% de la population est composée d'étrangers. Finalement, le Japon est extrêmement strict sur l'acceptation des réfugiés: seulement 20 des 19'628 demandeurs d'asile ont été acceptés en 2017.

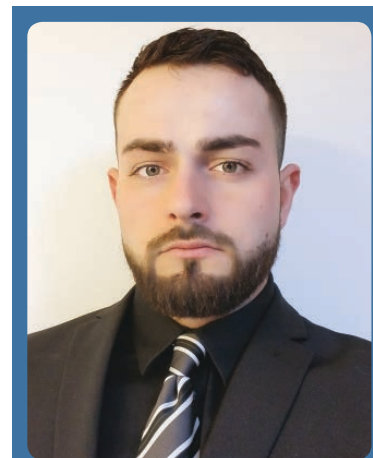
En raison de la population vieillissante et de l'émigration plus importante que l'immigration, il y a une réduction du nombre des jeunes et de travailleurs qui supportent la partie de la population plus âgée, qui elle est en croissance supérieure numérique. Le taux de dépendance des personnes âgées, le ratio de la population âgée dépendante par rapport à la proportion active, est actuellement à 40% et devrait atteindre 80% en 2060. De plus, la pression financière exercée par le nombre croissant de retraités ainsi que la baisse des revenus fiscaux due à la réduction de la main-d'œuvre taxée ont pour conséquence d'augmenter la dette publique du Japon, qui est déjà la plus élevée au monde (246,14% de dette comparé au PIB).

Le gouvernement japonais se bat contre ces problèmes de plusieurs façons. Afin d'augmenter le taux de fécondité, la formation de famille est encouragée avec des congés maternités plus long ou des avantages fiscaux pour les parents. Visant à augmenter la main-d'œuvre, le gouvernement a fait passer l'âge de la retraite de 60 à 65 ans et récompense les personnes âgées qui continuent à travailler. En 2015, les lois sur l'immigration sont devenues plus flexibles afin

que les travailleurs étrangers dans les industries manquant de personnel puissent facilement immigrer et contribuer à l'économie.

Changements sociétaux

L'évolution de la démographie affecte fortement l'économie japonaise avec une demande croissante de services pour les personnes âgées et une pénurie de travailleurs. Afin de s'adapter à ces conditions, de nombreuses villes de campagne s'organisent autour des besoins des personnes âgées dans le but qu'elles restent indépendantes. A Toyama, une ville de 420'000 âmes, située à 260 km de Tokyo, 88% des habitants vivent à moins de deux kilomètres d'un centre social. Des camions font office de supermarchés mobiles et de nombreuses activités sont proposées par la municipalité aux personnes âgées afin que leur vie reste active et divertissante. Quant à celles qui sont placées dans des maisons de retraite, le manque

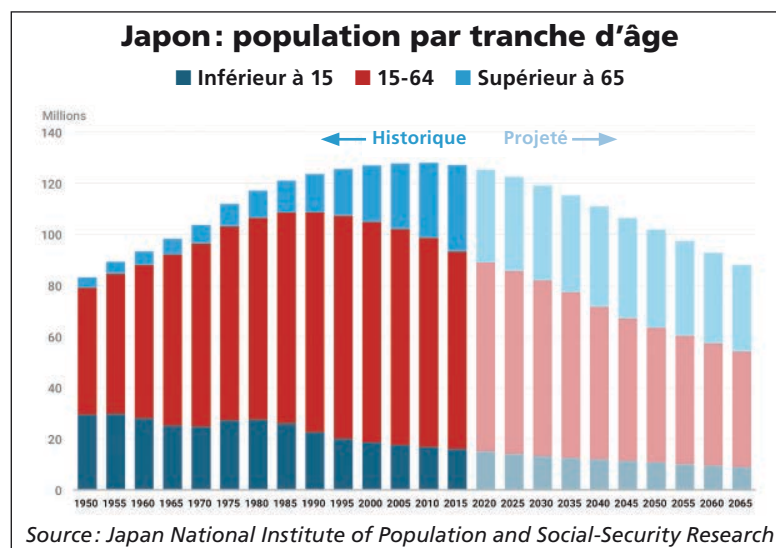


Conseiller chez Meylan finance Sàrl, Philippe Garoflid est titulaire d'un « Bachelor of Science in Business Administration » avec spécialisation en finance et économie obtenu aux Etats-Unis à l'Université de Miami.

d'offres de services de soins est compensé par des solutions technologiques, avec notamment des robots qui sont capables d'avoir de vraies conversations avec les humains.

Situation en Suisse

Alors que la Suisse connaît aussi un faible taux de fécondité, 1,56 en 2017, et une espérance de vie élevée, 83 ans, le vieillissement de la population n'est pas aussi problématique qu'au Japon principalement en raison d'une politique historiquement ouverte à l'immigration: Plus de 2,1 millions d'étrangers vivent en Suisse, environ 25% de la population totale, et le nombre de personnes qui immigreront est le double du nombre de personnes qui émigrent chaque année. Néanmoins, la Suisse est également confrontée au problème du financement des retraites et pourrait trouver une source d'inspiration dans la situation du Japon.



L'endettement des ménages aux Etats-Unis... catalyseur méconnu de la prochaine crise?

■ Philippe GAROFLID, conseiller financier, Meylan Finance Sàrl, Lausanne

Alors que la question de la dette nationale américaine est bien connue, il existe une autre dette qui menace le pays: celle des consommateurs. Elle vaut à ce jour USD 18 trillions contre 21 trillions pour la dette nationale, ce qui représente une dette personnelle de USD 60'000 par habitant. Après la dette hypothécaire (USD 15 trillions) vient celle des étudiants (USD 1,5 trillions) suivie par celle des cartes de crédit et celle des prêts automobiles (USD 1 trillion chacune).

L'état alarmant des prêts étudiants

Pour beaucoup, les prêts étudiants sont une forme de «bonne dette»; les personnes ayant un diplôme d'études supérieures gagnent environ USD 20'000 de plus par année que ceux qui n'ont fait que l'école obligatoire. Cette perspective d'un meilleur revenu explique la raison pour laquelle tant de jeunes, qui sont mineurs et n'ont pas besoin de garantie de solvabilité pour être approuvés, contractent d'énormes prêts pour payer leurs études. Au final, environ 75% des étudiants achèvent leurs études avec une dette moyenne de USD 37'000. Pour ces 44 millions d'Américains, cet investissement personnel ne semble pas toujours être rentable puisque le taux de délinquance (que l'on obtient quand les paiements ne sont pas effectués après 90 jours) augmente année après année pour atteindre 11% en 2017. Bien que ce chiffre soit déjà alarmant, le taux réel de délinquance est probablement bien plus élevé car bon nombre de ces prêts sont en «période de grâce», c'est-à-dire pendant que l'étudiant est encore à l'école ou entre deux emplois. De plus, divers facteurs tels que la hausse constante du coût des études et la nécessité croissante d'aller à l'université pour trouver un bon emploi font que le volume des prêts étudiants continuera de croître, ainsi que son taux de délinquance.

Subprime Auto Loans... une impression de déjà-vu

Les Etats-Unis sont le pays de la voiture, et plus ou moins chaque ménage est dans l'obligation d'en posséder au moins une. En conséquence, la partie la plus pauvre de la population n'a pas d'autre choix que d'emprunter à travers les prêts subprime en raison de leur faible solvabilité.

Bien que cela soit problématique pour ces personnes qui paient d'énormes intérêts sur ces prêts, Wall Street y voit une opportunité, pour des rendements plus élevés, dans un contexte de taux d'intérêt historiquement bas sur les prêts réguliers en raison de la politique monétaire de la FED. Et comme cela s'est produit en 2008 avec les hypothèques, beaucoup de concessionnaires automobiles vendent leurs prêts subprime aux banques qui regroupent ces milliers de prêts à risque et les revendent ensuite sous forme d'obligations à des investisseurs avides de rendements plus élevés et qui ne se soucient guère des produits sous-jacents. À titre d'exemple, Moody's Investors Service a récemment évalué des produits créés par la banque Santander et il semblerait que celle-ci n'expertise qu'un prêt sur dix. Le risque cumulé de ces crédits est par ailleurs rajouté aux impondérables liés aux autres dettes de la banque, de sorte qu'au total les obligations de la banque dépassent le milliard de dollars.

Les cartes de crédit en plus

Les Américains ont toujours utilisé leurs cartes de crédit pour financer bon nombre de leurs projets, mais le taux de croissance de cette dette est, elle aussi, alarmante: une hausse de 3% par rapport à l'année dernière pour en arriver aujourd'hui à USD 8'600 en moyenne par foyer. Ainsi, les consommateurs ont accumulé USD 93 milliards de dettes liées aux cartes de crédit en 2017, soit la plus forte hausse annuelle depuis 2007, année de fort optimisme... De ce fait, les bons résultats des compagnies, qui servent souvent aux analystes pour justifier la surévaluation des actions sur le marché, serait en partie financée par cette augmentation de la dette.

Le grand retour des hypothèques

Seulement 5% des propriétaires sont en défaut de paiement de leurs prêts hypothécaires. Mais ceci n'est pas forcément un signe de bonne santé économique. Pour certains propriétaires, la dette hypothécaire est une priorité absolue, les autres dettes peuvent bien attendre! Pour d'autres, acculés par leurs diverses dettes, la revente de leur bien immobilier est la seule issue. Et dans un marché où, pour l'instant, les taux des prêts hypothécaires sont bas et la valeur immobilière en hausse, il se trouve toujours de nouveaux acheteurs prêts à entrer à leur tour dans la spirale



En stage chez Meylan Finance, Philippe Garoflid est titulaire d'un « Bachelor of Science in Business Administration » avec spécialisation en finance et économie obtenu aux Etats-Unis à l'Université de Miami. Pour la suite, son objectif est de poursuivre sa carrière dans le domaine de l'énergie, un sujet qui, selon lui, ouvre d'immenses opportunités, tout en étant à l'avant-garde du progrès technologique.

de l'endettement. Pour mémoire, un taux de défaillance hypothécaire particulièrement bas (4.5%) s'est produit en pleine bulle de 2005, trois ans avant que le marché immobilier américain ne s'effondre totalement...

Conclusion

Actuellement, de nombreux financiers, politiciens ou journalistes vantent la bonne santé économique des Etats-Unis: taux de chômage historiquement bas, augmentation des salaires, etc. Mais si l'on consulte www.usdebtclock.org, le site où tourne le compteur des dettes américaines, cet optimisme est pris en défaut. Cette question de la dette personnelle des citoyens américains devrait nous interpeller et nous inquiéter, ceci d'autant plus que le changement de politique monétaire annoncé par J. Powell, le Président de la Réserve Fédérale, se fera encore plus ressentir par des millions de personnes déjà tant endettées. Finalement, si l'on se souvient des conséquences mondiales de la crise de 2008, dont l'origine était américaine, il ne faut pas avoir la prétention de penser que la Suisse sera à l'abri des répercussions possibles d'un tel processus. En effet, comme le dit le proverbe, quand les Etats-Unis toussent, le reste du monde s'enrhume!